



Bruxelles, le 20/6/2016.

*Pour qu'il y ait l'armée européenne, il faut d'abord que l'Europe existe.*¹

Chers Amies, chers Amis,

Cette première Newsletter S€D me permet de faire avec vous le point sur l'évolution de la S€D, et de l'Europe, en particulier de sa défense. J'esquisserai ensuite nos perspectives d'avenir.

Une visibilité en progrès

Depuis ma soutenance de thèse, un effort important de communication a été accompli : plus d'un millier de personnes ont reçu un courriel leur présentant la S€D. Le site web a reçu 630 visites. Les pages LinkedIn et Facebook de la S€D sont actives, mais encore peu fréquentées ; n'hésitez donc pas à inciter vos contacts à rejoindre ces pages, afin de diffuser au mieux nos informations.

166 lecteurs ont acquis l'ouvrage tiré de ma thèse, alors que mon promoteur et mon éditeur tablaient sur la vente d'une trentaine d'exemplaires. Depuis début juin, une version digitale de l'ouvrage est accessible via https://www.amazon.fr/d%C3%A9fense-europ%C3%A9enne-celle-Etats-Unis-dEurope-ebook/dp/B01GQLU48Y/ref=sr_1_1?ie=UTF8&qid=1465760252&sr=8-1&keywords=jean+marsia.

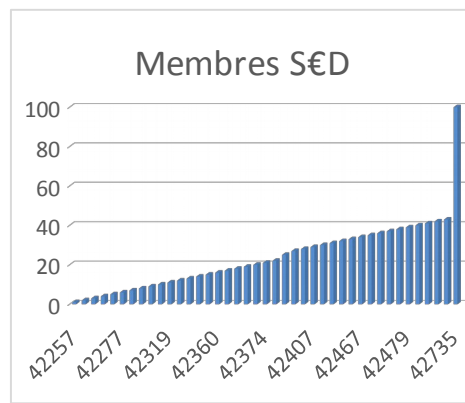
Mes prises de parole (16 conférences et 2 séminaires) ont eues au total 983 auditeurs très divers. À Bruxelles, j'ai fait un exposé sur les valeurs européennes dans un couvent dominicain et dans diverses loges maçonniques ; j'ai aussi pris la parole au cours d'un séminaire sur l'Europe à l'Institut jésuite d'études théologiques. En Wallonie, un cercle d'officiers retraités m'a invité à parler de défense européenne à Wavre ; deux loges, à Arlon et à Namur, m'ont également invité comme conférencier ; à Rixensart, j'ai présenté la S€D lors du *Petit déjeuner des entrepreneurs* locaux. Mon premier exposé en néerlandais a été organisé à Anvers par l'*International Military & Civil Association* VZW. J'ai été convié le 28-04-2016 à Fort Benning, Georgia, USA, en tant que *guest speaker at the graduation ceremony of the U.S. Army Maneuver Captains Career Course*. J'ai eu l'honneur de remettre leur diplôme à une centaine de capitaines de la US Army et d'armées alliées, après leur avoir fait part des enseignements de ma carrière militaire, et leur avoir donné un aperçu de l'Europe de la défense !

Thales Belgium m'a invité à représenter la S€D au salon Eurosatory à Paris-Le Bourget le 15 juin, qui est la « journée belge » et le *Journal financier de Luxembourg s.a.* (AGEFI Luxembourg) a publié un nouvel article de mon cru dans son édition de juin. Voir http://www.seurod.eu/13_agefi_luxembourg_2016_06_03.pdf bas de la page.

42 membres déjà, mais l'objectif pour 2016 est de 100...

Depuis le conseil d'administration (CA) du 7 juin, la S€D compte 42 membres ; 1 candidat s'est fait connaître depuis. Nous sommes donc 8 dames et 35 messieurs, 26 Belges francophones et 5 néerlandophones ; 2 Allemands, 2 Français et 2 Néerlandais ; un Autrichien, une Britannique, un Luxembourgeois, une Italienne et une Sud-Coréenne complètent l'internationalisation de la S€D.

¹ Charles de Gaulle, 25 février 1953.



Si chaque membre de la S€D réussissait à convaincre au moins un(e) proche de se joindre à nous, nous pourrions fin 2016 atteindre l'objectif de 100 membres fixé par notre CA, améliorer l'équilibre des genres et mieux rayonner en dehors de la Fédération Wallonie-Bruxelles.

La S€D devient une référence !

C'est pour élargir et diversifier notre audience que le CA a répondu aux demandes de coopération de deux associations europhiles.

L'ASBL *Association européenne de la pensée libre* (<http://aepl.eu/>) m'a demandé un article intitulé « **La création d'une Europe de la défense et de la sécurité est plus nécessaire que jamais** », pour exposer à ses 1.493 membres, en français et néerlandais principalement, mais aussi en anglais, italien, espagnol et allemand, pourquoi une défense européenne est requise pour renforcer notre sécurité ; pourquoi une Europe politique en est la condition ; pour expliquer comment relancer la marche vers l'Union politique ; pour montrer enfin que les valeurs décrites à l'article 2 du traité sur l'Union européenne sont seules aptes à réarmer moralement l'Europe et ses défenseurs.

L'ASBL *Stand up for the United States for Europe* (<http://www.standupforuseurope.eu/>) et la S€D ont conclu le 6 juin un accord de partenariat portant sur le renouvellement par la S€D de la page *Défense/Politique étrangère* du site web de *Stand up* (<http://www.standupforuseurope.eu/programme/docu-thema/defense/>). *Stand up* veut une Europe fédérale, dotée d'un président élu au suffrage universel, d'un gouvernement, d'un Parlement constitué de 2 chambres et d'un budget représentant au moins 15% de la richesse européenne, pour que nous puissions faire face aux enjeux internationaux et redevenir maîtres de notre destin collectif, en constituant une puissance politique, militaire, économique, sociale et culturelle. *Stand up* incite le citoyen européen à faire entendre sa voix et à œuvrer à une Europe fédérale, démocratique, ambitieuse, innovante, efficace, tolérante, généreuse, qui veille à l'épanouissement et au bien-être de ses citoyens, plutôt que l'actuel espace morcelé, dominé par la frilosité, qu'exploitent les populismes de tous bords.

Il nous faut encore d'avantage de poids politique

Augmenter notre audience est indispensable à l'accroissement de la pression que la S€D peut exercer sur les politiques : elle est fonction de notre représentativité. Les multiples démarches que j'ai effectuées auprès des responsables politiques, diplomatiques et militaires européens ont généralement été ignorées jusqu'ici. Toutefois, j'ai été reçu par le conseiller Défense du Premier ministre Charles Michel, puis par celui du Vice-premier ministre Didier Reynders ; un directeur adjoint du cabinet de la Haute Représentante de l'Union européenne pour les affaires étrangères et la politique de sécurité, vice-présidente de la Commission européenne Federica Mogherini m'a réservé une écoute attentive. Ces trois interlocuteurs ont posé quelques questions pertinentes, et m'ont annoncé envisager quelques initiatives intéressantes, sans aucune suite à ce jour.

Malgré les attentats, la défense et la sécurité restent négligées en Europe

Le peu d'intérêt pour l'objet social de la S€D n'étonne malheureusement pas : depuis 2005, l'Union européenne, l'Europe politique et l'Europe de la défense stagnent et même, depuis 2014, régressent. Plusieurs États ont rétabli le contrôle aux frontières intérieures. Le populisme prospère. La Méditerranée

est devenue un piège pour les réfugiés et les migrants. Les terroristes mitraillent ou s'explodent dans nos villes.

Les gouvernements des États membres de l'Union européenne (UE), même ceux de la France, du Royaume-Uni ou de l'Allemagne, sont incapables d'assurer notre protection face aux terroristes, de contrôler les mouvements de population, de stabiliser le voisinage de l'Europe.

Sur la scène internationale, les États se positionnent en fonction des rapports de forces, des capacités de dissuasion, de coercition et de défense. L'Europe n'en a guère, bien que, selon l'Agence européenne de défense, ses États membres décaissent un peu moins de 200 milliards € par an pour la défense, soit 1,4% du PIB ou un tiers du budget défense des USA. Or, nos capacités de défense n'atteignent pas 6% des américaines, car la paie des 1,4 millions de militaires européens absorbe la moitié des budgets, alors que 95% d'entre eux ne sont pas utilisables en opérations extérieures. En 2014, seuls 2,2% ont été déployés, contre 4% en 2013. Chaque État achète son matériel militaire, c'est un surcoût de 13 milliards d'€ par an, mais beaucoup de chars, d'avions de combat, de navires de guerre sont inopératoires. Ce qui reste pour la formation et l'entraînement, le renseignement, la cyberdéfense, l'entretien des équipements et surtout le rééquipement, est très insuffisant. Nos services de renseignement peinent à communiquer entre eux, même dans le cadre de l'antiterrorisme.

Un mouvement d'opinion est indispensable pour que cela change

Un mouvement d'opinion est nécessaire pour obliger les gouvernements à mettre fin à cette gabegie en créant les États-Unis d'Europe, car cela implique que les membres du Conseil européen ne seront plus sur la photo du Conseil atlantique avec le président américain. C'est le président des États-Unis d'Europe qui devrait y être, pour promouvoir les valeurs européennes, assurer la protection de nos intérêts et garantir l'avenir des Européens.

Contrairement à Guy Verhofstadt qui, dans *Le mal européen*, réécrit à sa façon notre histoire, nous savons que la Communauté européenne de défense (CED), extension militaire de la Communauté européenne du charbon et de l'acier (CECA), conçue en 1950 comme une armée « européenne », mais placée sous commandement américain, « dirigée » par une Autorité supranationale, qui l'organise, l'équipe et la finance sous « le contrôle » de l'Assemblée parlementaire (non élue) et de la Cour de justice de la CECA, était démunie d'une politique européenne de sécurité. C'est seulement le 10 septembre 1952, qu'en application de l'article 38 du traité CED, signé mais non encore ratifié, le Conseil de la CECA institue à Strasbourg une Assemblée ad hoc,² qui rédige un projet de traité « portant statut de la Communauté [politique] européenne »³ et l'adopte le 10 mars 1953, mais en vain, en raison du refus du Parlement français de prendre en considération la ratification du traité établissant la CED.

Depuis, l'OTAN assure notre sécurité extérieure, son « pilier européen » étant une Union de l'Europe occidentale (UEO) végétative, jusqu'à ce qu'en 1986 l'Acte unique fonde l'Union européenne (UE) et établisse une politique européenne de relations extérieures et de sécurité. Le diplomate belge Alfred Cahen, secrétaire général de l'UEO, fait de celle-ci l'élément « défense » de l'UE et un pilier européen effectif de l'Alliance atlantique. Il prépare ainsi la Politique européenne de sécurité et de défense qui, suite à l'accord de Saint-Malo en 1998, lance entre 1999 et 2009 pas moins de 23 missions dans les Balkans, le Caucase, l'Afrique, l'Asie et le Moyen-Orient.

Mais, le 29 avril 2003, les Britanniques se sentent dupés par les chefs d'État et de gouvernement d'Allemagne, de France, du Luxembourg et de Belgique, qui envisagent de créer un quartier général européen. L'esprit de Saint-Malo meurt. L'échec du « traité constitutionnel », en 2005, renforce les eurosceptiques. La volonté de faire progresser l'Europe de la défense disparaît et le traité de Lisbonne, censé fonder une défense européenne, reste lettre morte sur ce point. Le président du Conseil européen attend mars 2012 pour prendre conscience de ce que celui-ci n'a plus débattu de la défense depuis 2005.

² L'Assemblée ad hoc comprenait les 78 membres de l'Assemblée de la CECA, 8 membres cooptés (3 Italiens, 3 Français et 2 Allemands) ainsi que 13 membres du Conseil de l'Europe n'appartenant pas à la CECA.

³ Voir http://www.epgencms.europarl.europa.eu/cmsdata/upload/c1a0d5b1-889f-4464-ad03-a1aa8af44aaa/00753179_15r_projet_traite_fr.pdf.

Cela a initié un processus qui a conduit les 28 chefs d'État et de gouvernement de l'UE à fixer, en décembre 2013, un plan d'action et un nouveau rendez-vous en juin 2015. Mais lors de celui-ci, l'examen des questions de défense est reporté au second semestre 2016.

Les dysfonctionnements dont nous pâtissons face au terrorisme et aux flux de réfugiés ou de migrants sont le résultat des manquements de nos gouvernements. Ils ont laissé l'insécurité régner depuis le nord de la Norvège jusqu'à l'est de l'Afghanistan, puis de là jusqu'à la Mauritanie, mais aussi à l'intérieur de l'UE. Ils rendent impossible une défense et une sécurité efficaces, à un coût socialement acceptable. Ils affaiblissent l'Alliance atlantique, par le déséquilibre flagrant entre ses deux piliers, qui démotive les Américains d'en encore assurer notre défense.

Que faire ?

*L'UE se meurt, faute de volonté des gouvernements européens d'aller plus loin, la scène nationale étant désormais partout dominée par les souverainistes qui ont confisqué le débat et parfois le pouvoir, comme en Europe de l'Est.*⁴

L'Italie, les Etats du BENELUX, selon Verhofstadt, seraient convaincus de la nécessité de changer de cap, la position de l'Allemagne étant moins claire. Après le vote des Britanniques sur le «Brexit», quel qu'il soit, Guy Verhofstadt veut faire démarrer par le Parlement européen, le 25 mars 2017, date du 60^e anniversaire du traité de Rome, une nouvelle convention, pour rédiger une Constitution, un traité, une loi fondamentale, les mots importent peu pour lui. Il estime que la Belgique a un rôle central à jouer et veut mobiliser le pays autour de ce nouveau projet européen.

Pour Philippe Maystadt,⁵ la zone euro est plus solide aujourd'hui qu'elle ne l'était avant la crise de 2008, grâce aux mesures prévenant les déséquilibres macroéconomiques, au mécanisme européen de stabilité (MES) et à l'union bancaire, qui garantit les dépôts jusqu'à 100.000 €. Mais il manque à l'Union bancaire un mécanisme de soutien pour le système de résolution bancaire: il est insuffisamment alimenté par les cotisations des banques pour faire face à une crise dans le secteur bancaire italien, par exemple. Le MES devrait pouvoir avancer des fonds au système de résolution. Il manque aussi un budget de la zone euro, qui permette d'assurer une certaine forme de solidarité entre États membres. Il manque enfin une coordination plus forte des politiques économiques, pour pouvoir imposer des réformes aux pays qui en ont besoin. Maystadt propose donc un ministre des Finances de la zone euro, qui serait membre de la Commission européenne, responsable devant le Parlement européen, et veillerait à ce que les Etats membres appliquent les mesures demandées.

La S&D partage l'analyse de Verhofstadt sur l'état de l'UE et son objectif, les Etats-Unis d'Europe, mais veut éviter de répéter les erreurs fatales à la CED. La S&D rejoint l'analyse de Maystadt, mais pas sa proposition de ministre des Finances de la zone euro. Un budget, et *a fortiori* une défense, cela suppose un gouvernement démocratique, un parlement directement élu, une Union politique, bref : des États-Unis d'Europe.

Nous en sommes loin : en matière de défense et d'union politique, la présidence luxembourgeoise a été décevante, et seul un miracle pourrait sauver *in extremis* la présidence néerlandaise. La présidence slovaque promet de faire progresser les dossiers relatifs à la sécurité et à la défense, mais elle n'entend pas s'impliquer dans un "Livre blanc sur la défense". Toutefois, l'espoir fait vivre, et l'UE peut compter sur « l'expertise et l'engagement » du ministre slovaque des Affaires étrangères, Miroslav Lajcak : il est ancien représentant spécial de l'UE dans les Balkans et directeur "Europe / Balkans" au Service européen d'action extérieure.⁶

Nous le savons, et nous l'avons douloureusement ressenti lors des récents attentats : l'absence de politique commune européenne nous affaiblit dans la lutte contre les terroristes, qui ne connaissent pas

4 Jean Quatremer, « Le Brexit, un-sacrifice pour sauver l'Europe » in *Libération*, http://www.liberation.fr/planete/2016/05/31/le-brexit-un-sacrifice-pour-sauver-l-europe_1456486, 31/5/2016.

5 Voir La Libre du 11-12/6/2016 p. 23.

6 Nicolas Gros-Verheyde, "La Slovaquie prend la présidence le 1er juillet. Son agenda" in Bruxelles2, <http://club.bruxelles2.eu/2016/06/la-slovaquie-prend-la-presidence-le-1er-juillet-son-agenda/>, consulté le 3/6/2016.

nos frontières. Nos agents nationaux ne peuvent donc lutter contre eux à armes égales. L'Europe devrait se doter d'un FBI européen, d'un service autonome de renseignements et d'enquête, plutôt que d'une simple coordination. Elle devrait disposer d'une meilleure capacité à intervenir dans son voisinage pour annihiler le terrorisme à la source, car les USA refusent d'encore résoudre nos problèmes, Barack Hussein Obama l'a redit à l'ouverture de la foire de Hanovre le 25 avril dernier. L'Europe fédérée devrait avoir une politique d'asile et de migration digne de ce nom et un corps européen de garde-frontières et de garde-côtes pour la mettre en œuvre.

La S€D n'a encore que peu de moyens, mais quelques dizaines de personnes motivées en sont membres et vont assurer son développement. Pour ma part, j'ai été invité à donner 7 nouvelles conférences d'ici fin 2016, 3 à Bruxelles, 3 en Wallonie et 1 en Flandre. Elles devraient rassembler 300 personnes.

Mais il importe de rassembler les membres actuels et potentiels de la S€D. Pour ce faire, le CA de la S€D prépare un premier cycle de quatre tables rondes à Bruxelles.

La première, début octobre 2016, aura comme thème *Comment contrer le terrorisme ?* Le Commissaire général honoraire de la Police judiciaire belge Christian De Vroom, auteur de *Secrets d'enquêtes*, (2011) a déjà donné son accord de principe. Nous avons sollicité le célèbre magistrat français Marc Trévidic, qui a réservé sa réponse jusque début juillet.

La deuxième, fin novembre 2016, traitera du *renseignement civil et militaire belge*. Le président du Comité permanent de Contrôle des services de renseignement et de sécurité du Parlement belge, Guy Rapaille, a donné son accord de principe.

Les Forces et les Unité spéciales de l'armée et de la police belges, seront à l'agenda fin février 2017.

Pour la quatrième, *Quelles missions pour la Défense européenne*, qui aura lieu fin mars 2017, le général d'armée (2S) Henri Bentégeat, ancien chef d'état-major des armées française et ancien président du comité militaire de l'UE, auteur de *Aimer l'armée - Une passion à partager*, ainsi que le lieutenant général belge Guy Buchsenschmidt, ancien commandant de l'Eurocorps, ont donné leur accord de principe.

En conclusion...

Plus l'UE semble en perdition, plus l'action de la S€D est nécessaire pour promouvoir l'union politique de l'Europe et la défense européenne, auprès des politiques, mais surtout des citoyens, des entreprises, des syndicats, des groupements et associations les plus diverses. C'est ainsi qu'est née la Résistance après la débâcle de mai-juin 1940. C'est ainsi que le Mouvement européen s'est développé dans les années 1950.

Nous connaissons la voie à suivre...